Entre l'Europe et l'Amérique

Jacques Rupnik

▶ **To cite this version:**

Jacques Rupnik. Entre l'Europe et l'Amérique. Les Études du CERI, 2003, 100, pp.14-16. hal-01019640

HAL Id: hal-01019640

https://sciencespo.hal.science/hal-01019640

Submitted on 23 Jul 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Entre l'Europe et l'Amérique

par Jacques Rupnik

Le 16 avril 2003 fut signé à Athènes, au pied du Panthéon, le traité d'adhésion de dix nouveaux membres de l'Union européenne. Huit d'entre eux étaient des pays d'Europe centrale (la Pologne, la République tchèque, la Slovaquie, la Hongrie, la Slovénie, l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie), et il semblait que l'on scellait là le « retour en Europe » espéré dans les pays ex-communistes depuis 1989. Pourtant, ce qui aurait dû être une fête de l'unification de l'Europe fut vécu comme un moment de sa division et de sa fragilisation.

La crise irakienne a en effet révélé les fractures sous-jacentes de l'Europe, alors même que le processus d'élargissement parvenait à son terme. D'où une certaine perplexité face à l'arrivée de nouveaux membres, des interrogations et des craintes sur la viabilité et la cohésion de l'UE élargie. Si les référendums ont clairement affiché le soutien des pays de l'Est à l'élargissement (le « oui » a emporté autour de 90 % des suffrages en Slovénie et en Slovaquie, les trois quarts en République tchèque ou en Hongrie, environ les deux tiers dans les Pays baltes), on note une baisse d'enthousiasme dans les pays membres de l'UE, particulièrement en France qui est (avec l'Autriche) le pays le plus réticent. La guerre en Irak et la crise transatlantique n'ont fait qu'accentuer une tendance qui était déjà présente auparavant.

Le caractère peu diplomatique des propos de Donald Rumsfeld sur la « nouvelle Europe », et l'objectif évident de division qui les a inspirés, ne doivent pas occulter la part de vérité qu'ils peuvent comporter au sujet du « centre de gravité » du vieux continent qui, avec l'élargissement, « se déplace vers l'Est ». La « Lettre des huit » du 30 janvier 2002 (une initiative hispano-britannique qui obtint le soutien des leaders polonais, hongrois et tchèques) affirmait la primauté du « lien transatlantique garant de notre liberté » dans la gestion de la crise irakienne[1]. Une semaine après, au lendemain de l'intervention de Colin Powell devant les Nations unies, la lettre des « Dix de Vilnius » (émanant des représentants d'Etats baltes et balkaniques) apportait un soutien sans équivoque à la position américaine de la part de pays se disant « prêts à participer à une coalition internationale pour mettre en œuvre le désarmement de l'Irak »[2]. Dans le clivage qui a divisé l'Europe, celle du Centre-Est faisait pencher la balance en faveur du leadership américain. Un avant-goût, selon les sceptiques, de ce que pourrait être l'élaboration d'une improbable « politique étrangère et de sécurité commune » dans une Europe élargie à 27.

Il serait facile d'ironiser sur le zêle de vieux routiers du communisme est-européen, comme le Premier ministre polonais Leszek Miller ou le président roumain Iliescu, dans leurs déclarations d'allégeance proaméricaine. Quand le président Kwasniewski dit « si c'est la vision de George Bush, c'est la mienne », on devine d'anciens réflexes à l'œuvre : dans le débat entre la « vieille Europe » et l'Amérique, ils ont choisi le plus puissant. La Pologne qui est, selon Bush, « le meilleur ami de l'Amérique en Europe », s'est empressée, dès le lendemain du Sommet de l'élargissement de l'UE à Copenhague, de choisir les F16 américains. Elle a été « récompensée » par l'attribution d'une zone d'occupation en Irak. La République tchèque comme la Slovaquie ont envoyé des soldats en Irak après la guerre ; la Hongrie avait offert ses bases pour l'entraînement de l'opposition irakienne ; la Roumanie, premier Etat à dispenser les soldats américains de la juridiction d'une Cour pénale internationale a, comme la Bulgarie, offert aux Etats-Unis l'usage de ses bases militaires, en affichant l'espoir qu'elles deviennent permanentes dans le cadre d'une délocalisation vers l'Est du dispositif américain en Europe. La Pologne et la Roumanie comme

[1] « United we stand », *Wall Street Journal*, 30 janvier 2003.

[2] La lettre fut rédigée par Bruce Jackson, un consultant du Pentagone à Washington, et publiée dans la presse internationale le 6 février 2003.

substituts à la défaillance de l'Allemagne et de la Turquie ?

L'ancien bloc soviétique serait-il devenu un « bloc américain » ? Si la Pologne est en pointe, la question concerne, à des degrés divers, tous les pays ex-communistes est-européens. La Serbie a elle-même proposé d'envoyer ses troupes en Afghanistan et en Irak[3]. Au-delà des anciens apparatchiks communistes récemment convertis, il y a aussi ceux qui furent dissidents : Vaclav Havel a signé la « Lettre des huit » le dernier jour de sa présidence ; Adam Michnik[4], le directeur du quotidien *Gazeta* est, avec Bronislaw Geremek, membre du Comité pour la libération de l'Irak à Washington ; Martin Simecka, directeur du quotidien *SME* à Bratislava, parle de l'Amérique comme d'une « puissance dissidente », car capable d'affirmer les valeurs démocratiques seule contre tous ; Veton Suroi, le directeur de *Koha Ditore* au Kosovo, fait le parallèle entre l'intervention qui a fait chuter le régime de Milosevic et celle qui a renversé la dictature de Saddam Hussein. Lorsque autant de pays et de voix dont le courage et l'intégrité ne peuvent être mis en cause s'engagent ainsi, cela mérite que l'on s'interroge sur les raisons immédiates et plus profondes du décalage, dans leur rapport aux Etats-Unis, entre les nouveaux arrivants centre-européens et les pays fondateurs de l'UE.

Dans la crise actuelle, ils partagent la vision américaine selon laquelle l'Occident démocratique serait, surtout depuis le 11 septembre, directement confronté à des menaces auxquelles on ne saurait faire face en faisant preuve d'indulgence envers des dictateurs munis d'armes de destruction massive. Leur représentation de l'histoire (Munich) ne les engage pas à accorder grand crédit aux solutions pacifistes lorsqu'ils sont confrontés au despotisme. L'expérience récente du totalitarisme les a de surcroît rendus plus sensibles que les Européens de l'Ouest à l'idée de « s'opposer au mal», et au messianisme démocratique de l'Amérique qui annonce aujourd'hui vouloir faire pour le Moyen-Orient ce qui a été fait pour l'Europe médiane. La volonté de faire tomber les tyrans et d'ouvrir la possibilité d'une recomposition démocratique de la région ne fait que renforcer la perception est-européenne de l'Amérique comme « nation indispensable », selon la formule de Madeleine Albright, praguoise d'origine, qui exerça les fonctions de secrétaire d'Etat des Etats-Unis.

La question irakienne a été le révélateur d'une évolution plus profonde qui a rendu les Européens du Centre-Est davantage « Atlantistes » qu'« Européens ». Depuis 1989, ils contournaient la distinction et parlaient volontiers de valeurs occidentales ou d'intégration dans les institutions « euro-atlantiques ». Le « retour en Europe », slogan des révolutions de velours de 1989, s'est vite identifié à la perspective de rejoindre l'Union européenne. L'une des clés de leur posture actuelle est la déception par rapport à cet espoir, enlisé dans une procédure longue, faite de manœuvres dilatoires et de mesquineries budgétaires. Trop peu, trop tard. Arrogance et humiliations sont des termes qui reviennent dans le propos des élites est-européennes. Résultat : le « retour en Europe » a été célébré dix ans après la chute du communisme par l'entrée dans l'OTAN, sous le drapeau des Etats-Unis ! Il y a aujourd'hui un prix politique à payer pour avoir tardé et manqué de générosité dans l'ouverture à l'Est de l'UE. L'approche technocratique et comptable (négligeant la priorité du projet politique) a renforcé, dans les perceptions est-européennes, le contraste entre l'UE comme institution économique et l'OTAN comme institution de sécurité incarnant les valeurs démocratiques. Le contraste était saisissant entre le Sommet de l'élargissement de l'OTAN à Prague en novembre 2002, où les nouveaux venus dans l'Alliance parlaient avec émotion de « moment historique », et le Conseil européen de Copenhague, où il fut question avant tout d'arbitrages budgétaires.

« Les pays d'Europe centrale ne feront pas d'anti-américanisme à la française » a déclaré en février Mart Laar, l'ancien Premier ministre estonien. Il est vrai que les trois ressorts principaux du

[3] E.Janson et S.Wagstyl, « Serbia offers troops to help NATO in Afghanistan », *Financial Times*, 4-5 octobre 2003.

[4] A. Michnik, « Nous, les traîtres de l'Europe », *Libération*, 8 avril 2003.

ressentiment français envers l'Amérique sont inopérants à l'Est de l'Europe :

– la centralité de l'« hyperpuissance américaine » ne trouble nullement ceux qui lui attribuent la contribution décisive à la défaite de « l'empire du mal » ;

– le modèle économique libéral anglo-saxon, présenté en France comme une menace pour l'Etat providence européen, a été un modèle et une inspiration pour les promoteurs (et idéologues) du passage à l'économie de marché. Le mythe de l'Amérique comme « société sans Etat » est attractif quand on sort de l'emprise de l'Etat totalitaire ;

– quant à « l'impérialisme culturel » américain, dénoncé à Paris comme une menace pour l'identité et la langue françaises, il paraît bien bénin à ceux qui ont connu la censure soviétique et se méfient de toute réglementation ou quotas dans le domaine culturel.

Du point de vue de ses nouveaux membres, le but de l'élargissement de l'OTAN, approuvé en 2003 par le Congrès américain, était d'assurer leur sécurité et de pérenniser l'influence américaine sur le vieux continent. Plusieurs raisons à cela. D'abord, les Etats Unis sont les principaux responsables de la défaite soviétique dans la guerre froide. Ensuite, le leadership américain dans l'Alliance a, à leurs yeux, des vertus égalisatrices dans les rapports asymétriques des pays de l'Est avec l'Allemagne ou la France au sein de l'UE. Enfin, leçon des guerres balkaniques de la dernière décennie, ce n'est pas la « PESC » introuvable, mais l'intervention des Etats-Unis qui a mis fin à la purification ethnique en Bosnie et au Kosovo. Dans le doute, on se fie à la seule institution qui a fait ses preuves: l'OTAN. Or l'après-11 septembre 2001 a mis en doute la pertinence de l'Alliance pour faire face au terrorisme, et a fait de Poutine un interlocuteur privilégié de Bush. Dans la crainte, d'une part, d'une dévaluation stratégique de l'Europe du Centre-Est et, d'autre part, de ce que l'élargissement de l'OTAN ne soit aussi son enterrement, la tentation a été grande de compenser ces éventualités par un alignement encore plus net sur les positions américaines.

Les Européens du Centre-Est voient dans l'UE le moyen de contenir les conflits par la prospérité et l'interdépendance (*soft power*), alors que la projection de la puissance (*hard power*) incombe à l'OTAN sous l'égide des Etats-Unis. La crise transatlantique illustre cette dichotomie et montre ses limites. Elle pose enfin la question qui fut rarement adressée aux candidats à l'accession : « quelle Europe souhaitez-vous ? ».

Il serait erroné de placer trop rapidement les nouveaux membres parmi les pays périphériques qui souhaitent une Europe « à la britannique ». D'abord parce qu'ils ne forment pas un bloc. Il existe une grande diversité de positions et d'intérêts qui ne manqueront pas de s'exprimer après l'élargissement. Ensuite parce qu'un décalage important est apparu entre des élites atlantistes et des populations qui, à l'instar de celles d'Europe occidentale, ont été et restent massivement opposées à une guerre en Irak. Enfin parce que l'avenir de ces pays est dans l'Europe élargie et non dans un 51^{e} état des Etats-Unis. C'est aux Occidentaux des deux côtés de l'Atlantique qu'incombe la responsabilité de les avoir placés devant un choix qu'ils auraient préféré éviter.